

Initiatives ministérielles

premier budget. Les libéraux et néo-démocrates l'ont qualifié de véritable catastrophe, prétendant qu'il allait faire perdre au Canada des centaines de milliers d'emplois et que le nombre de chômeurs allait s'accroître.

Cela fait déjà cinq ans. Depuis, dans chacune des provinces, le taux de chômage a diminué. Il y a maintenant 1,5 million de Canadiens de plus qui occupent un emploi et paient de l'impôt. Les partis de l'opposition déclaraient: «Vous allez perdre vos pensions. Vous allez perdre votre régime de soins médicaux si vous donnez suite au libre-échange.» En cette première année de libre-échange, on compte presque 250 000 emplois de plus, des emplois qui sont mieux rémunérés.

Avez-vous vu, monsieur le Président, de combien le salaire moyen a grimpé depuis douze mois? Cela représente une augmentation énorme, qui atteint presque 9 p. 100 dans certains secteurs. Aujourd'hui, il y a 750 000 personnes de moins qui vivent sous le seuil de la pauvreté qu'en 1984, au moment où nous avons été élus. Il y a des centaines de milliers d'enfants qui ne vivent plus dans la pauvreté.

Au lieu de comités ou de députés d'arrière-ban, notre gouvernement a un ministre des Finances qui a cherché à plusieurs occasions à consulter les Canadiens et à leur présenter les faits, et l'histoire nous donne raison.

Est-ce que toutes les personnes âgées qui regardent actuellement cette émission veulent que je leur explique, ou qu'un de mes collègues leur explique, chacune des multiples facettes de la TPS? Est-ce logique? Est-ce que les gens ont besoin de connaître tous les détails? Ont-ils besoin de tout comprendre? Non, monsieur le Président, mais cela ne nous fait pas peur.

Depuis presque un an, nous offrons un service téléphonique que nous avons annoncé dans les journaux. Ceux qui désirent poser une question sur un aspect bien précis de la TPS n'ont qu'à composer le numéro sans frais. Nous n'avons pas peur d'informer les gens. Nous n'avons pas peur des détails. Combien de députés d'en face disent à leurs électeurs de téléphoner à ce numéro pour se renseigner. Ou leur disent-ils plutôt de les croire eux, leurs bulletins parlementaires tendancieux et leur campagne de désinformation? Quel est le message? Téléphoner à ce numéro pour se renseigner ou les écouter eux et le tissu d'absurdités qu'ils distribuent?

Je le dis aux aînés, il y a un parti à la Chambre, et seulement un, qu'ils peuvent écouter s'ils veulent savoir à quoi s'en tenir sur ce que nous réserve l'avenir. Il s'agit du parti qui a raison depuis maintenant six ans de suite.

M. Rocheleau: Quelle farce! quelle duperie!

M. Hawkes: Voilà un député qui est entré à la Chambre il y a un an et demi. Je parie qu'il a fait campagne dans les centres d'accueil pour personnes âgées en leur disant qu'elles vont perdre leurs soins médicaux, leurs pensions.

M. Rocheleau: Ça s'en vient.

M. Hawkes: Retournez-y maintenant et dites-leur qu'elles ont perdu leurs soins médicaux et leurs pensions. Les pensions sont maintenant plus élevées qu'elles ne l'étaient à l'époque, et le système de soins médicaux est en meilleur état de nos jours qu'il ne l'était à l'époque. Ce sont des tactiques alarmistes, mais les Canadiens ne se laissent pas effrayer.

Je ne sais pas ce qu'il faudra pour convaincre les députés de l'opposition qu'on y perd à tout coup à essayer de tromper les Canadiens. Je ferai remarquer aux députés libéraux qui n'étaient pas ici en 1980 et en 1984, par exemple, que lorsque leur parti était au pouvoir, les ministres des Finances ont l'un après l'autre présenté au public un tableau inexact de l'état de l'économie. Leur parti a subi en 1984 la plus cuisante défaite de son histoire parce que leur ministre des Finances et leurs députés d'arrière-ban n'ont pas cessé de présenter un tableau fondé non pas sur les faits mais sur la fiction. Les Canadiens ont les deux pieds sur terre, ils ont énormément de bon sens, et savent distinguer les faits de la fiction.

Vous avez remporté une victoire à court terme parce que vous avez eu beaucoup d'aide. Nombreux sont les organismes qui, comme les chambres de commerce, la Fédération de l'entreprise indépendante, le mouvement «Axe the Tax» et même vos propres partis, pour n'en nommer que quelques-uns, ont déclaré la guerre à la taxe, mais font appel à la générosité des gens pour le faire. C'est tout ce que ces groupes ont en commun. Ils demandent des dons pour lutter contre la taxe.

Cette taxe est loin d'être parfaite. En fait, personne de ce côté-ci de la Chambre ne l'a jamais prétendu. Mais, en notre qualité de députés, nous avons l'obligation de trouver la meilleure formule d'imposition.